Trolétaires de tous les pays, unissez-vous!

INTERNATIONALISME





1 Euro

fr.internationalism.org benelux@internationalism.org

JOURNAL DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

Ni Israël, ni Palestine Les ouvriers n'ont pas de patrie!

Depuis samedi 7 octobre, un déluge de feu et d'acier s'abat sur les populations vivant en Israël et à Gaza. D'un côté, le Hamas. De l'autre, l'armée israélienne. Au milieu, des civils qui se font bombarder, fusiller, exécuter, prendre en otage. Les morts se comptent déjà par milliers.

Partout dans le monde, les bourgeoisies nous appellent à choisir un camp. Pour la résistance palestinienne face à l'oppression israélienne. Ou pour la riposte israélienne face au terrorisme palestinien. Chacun dénonce la barbarie de l'autre pour justifier la guerre. L'État israélien opprime les populations palestiniennes depuis des décennies, à coup de blocus, de harcèlement, de check-points et d'humiliation : alors, la vengeance serait légitime. Les organisations palestiniennes tuent des innocents à coup d'attentats, au couteau ou à la bombe : alors, la répression serait nécessaire. Chaque camp appelle à faire couler le sang de l'autre.

Cette logique de mort, c'est celle de la guerre impérialiste! Ce sont nos exploiteurs et leurs États qui toujours se livrent une guerre impitoyable pour la défense de leurs propres intérêts. Et c'est nous, la classe ouvrière, les exploités, qui en payons toujours le prix, celui de notre vie.

Pour nous, prolétaires, il n'y a aucun camp à choisir, nous n'avons pas de patrie, pas de nation à défendre! De chaque côté des frontières, nous sommes des frères de classe! Ni Israël, ni Palestine!

Au Moyen-Orient, la guerre n'a pas de fin

Le XXe siècle a été un siècle de guerres, les

guerres les plus atroces de l'histoire humaine, et jamais aucune d'entre elles n'a servi les intérêts des ouvriers. Ces derniers ont toujours été appelés à aller se faire tuer par millions pour les intérêts de leurs exploiteurs, au nom de la défense de « la patrie », de « la civilisation », de « la démocratie », voire de « la patrie socialiste » (comme certains présentaient l'URSS de Staline et du goulag).

Aujourd'hui, il y a une nouvelle guerre au Moyen-Orient. De chaque côté, les cliques dirigeantes appellent les exploités à « défendre la patrie », qu'elle soit juive ou palestinienne. Ces ouvriers juifs qui en Israël sont exploités par des capitalistes juifs, ces ouvriers palestiniens qui sont exploités par des capitalistes juifs ou par des capitalistes arabes (et souvent de façon bien plus féroce que par les capitalistes juifs puisque, dans les entreprises palestiniennes, le droit du travail est encore celui de l'ancien empire ottoman).

Les ouvriers juifs ont déjà payé un lourd tribut à la folie guerrière de la bourgeoisie au cours des cinq guerres qu'ils ont subies depuis 1948. Sitôt sortis des camps de concentration et des ghettos d'une Europe ravagée par la guerre mondiale, les grands-parents de ceux qui aujourd'hui portent l'uniforme de Tsahal avaient été entraînés dans la guerre entre Israël et les pays arabes. Puis leurs parents avaient payé le prix du sang dans les guerres de 67, 73 et 82. Ces soldats ne sont pas d'affreuses brutes qui ne pensent qu'à tuer des enfants palestiniens. Ce sont de jeunes appelés, ouvriers pour la plupart, crevant de trouille et de dégoût qu'on oblige à faire la police et dont on bourre le crâne sur la « barbarie » des Arabes. Les ouvriers palestiniens aussi ont déjà payé de



3-4e trimestre 2023



La guerre impérialiste mène à la mort et la destruction à Gaza et en Israël

façon horrible le prix du sang. Chassés de chez eux en 1948 par la guerre voulue par leurs dirigeants, ils ont passé la plus grande partie de leur vie dans des camps de concentration, enrôlés de gré ou de force à l'adolescence dans les milices du Fatah, du FPLP ou du Hamas.

Leurs plus grands massacreurs ne sont d'ailleurs pas les armées d'Israël mais celles des pays où ils étaient parqués, comme la Jordanie et le Liban : en septembre 1970 (le « septembre noir »), le « petit roi » Hussein les extermine en masse, au point que certains d'entre eux vont se réfugier en Israël pour échapper à la mort. En septembre 1982, ce sont des milices arabes (certes chrétiennes et alliées à Israël) qui les massacrent dans les camps de Sabra et Chatila, à Beyrouth.

Nationalisme et religion, des poisons pour les exploités

Aujourd'hui, au nom de la « Patrie palestinienne », on veut mobiliser à nouveau les ou-

vriers arabes contre les Israéliens, c'est-à-dire, en majorité, des ouvriers israéliens, de même qu'on demande à ces derniers de se faire tuer pour la défense de la « terre promise ».

Des deux côtés coulent de façon répugnante les flots de propagande nationaliste, une propagande abrutissante destinée à transformer des êtres humains en bêtes féroces. Les bourgeoisies israélienne et arabe n'ont cessé de l'attiser depuis plus d'un demi-siècle. Aux ouvriers israéliens et arabes, on n'a cessé de répéter qu'ils devaient défendre la terre de leurs ancêtres. Chez les premiers, on a développé, à travers une militarisation systématique de la société, une psychose d'encerclement afin d'en faire de « bons soldats ». Chez les seconds, on a ancré le désir d'en découdre avec Israël afin de retrouver un fover. Et pour ce faire, les dirigeants des pays arabes dans lesquels ils étaient réfugiés les ont maintenus pendant des dizaines d'années dans des camps de concentration, avec des conditions de vie insupportables.

suite à la page 2

Grèves et manifestations aux États-Unis, en Espagne, en France... Comment développer et unir nos luttes?

« Nous devons dire que trop, c'est trop ! Pas seulement nous, mais l'ensemble de la classe ouvrière de ce pays doit dire, à un moment donné, que trop, c'est trop ! » (Littlejohn, chef de maintenance dans les métiers spécialisés à l'usine d'emboutissage Ford de Buffalo aux États-Unis) Cet ouvrier américain résume en une phrase ce qui est en train de mûrir dans la conscience de toute la classe ouvrière, dans tous les pays. Il y a un an, éclatait « L'été de la colère » au Royaume-Uni. En scandant « Enough is enough » (« trop, c'est trop »), les travailleurs britanniques sonnaient la reprise du combat après plus de trente ans d'atonie et de résignation.

Cet appel a été entendu au-delà des frontières. De la Grèce au Mexique, contre la même dégradation insupportable de nos conditions de vie et

de travail, les grèves et les manifestations se sont développées durant toute la fin de l'année 2022 et le début de l'année 2023.

Au milieu de l'hiver, en France, un pas supplémentaire a été franchi : les prolétaires ont repris cette idée qu'« à un moment donné, ça suffit ! ». Mais au lieu de multiplier les luttes locales et corporatistes, isolées les unes des autres, ils ont su se rassembler par millions dans la rue. À la nécessaire combativité s'ajoutait donc la force de la massivité. Et maintenant, c'est aux États-Unis que les travailleurs tentent de porter un peu plus loin le flambeau de la lutte.

Aux États-Unis, un nouveau pas en avant pour la lutte de classe

Un vrai black-out médiatique entoure le mou-

vement social qui embrase actuellement la première puissance économique mondiale. Et pour cause : dans ce pays ravagé depuis des décennies par la pauvreté, la violence, la drogue, le racisme, la peur et l'individualisme, ces luttes montrent qu'un tout autre chemin est possible. Au cœur de toutes ces grèves brille un véritable élan de solidarité ouvrière : « Nous en avons tous assez : les intérimaires en ont assez, les employés de longue date comme moi, nous en avons assez... parce que ces intérimaires sont nos enfants, nos voisins, nos amis » (le même employé New-Yorkais). Voici comment les ouvriers se serrent les coudes, entre générations : les « vieux » ne sont pas en grève seulement pour eux-mêmes, mais avant tout pour les « jeunes » qui subissent des conditions de travail encore plus dégradées et des salaires encore plus bas.

Un sentiment de solidarité grandit progressivement dans la classe ouvrière au fur et à mesure que nous comprenons que nous sommes « tous dans le même bateau » : « Tous ces groupes ne sont pas simplement des mouvements séparés, mais un cri de ralliement collectif : nous sommes une ville de travailleurs — cols-bleus et colsblancs, syndiqués et non-syndiqués, immigrés et nés ici » (Los Angeles Times).

Les grèves actuelles aux États-Unis rassemblent d'ailleurs bien au-delà des seuls secteurs mobilisés. « Le complexe Stellantis de Toledo, dans l'Ohio, a été envahi par les acclamations et les klaxons au début de la grève » (The Wall Street Journal). « Des klaxons soutiennent les grévistes devant l'usine du constructeur automobile à Wayne, dans le Michigan » (The Guardian).

La vague de grèves actuelle a une importance historique :

 les scénaristes et les acteurs, à Hollywood, ont lutté ensemble pour la première fois depuis 63 ans :

 les infirmières du privé, au Minnesota et au Wisconsin, ont mené la plus grande grève de leur histoire;

 les travailleurs des services municipaux de Los Angeles se sont mis en grève pour la première fois depuis 40 ans;

les ouvriers des « Big Three » (General Motors, Ford, Chrysler) mènent une lutte commune inédite :

 les travailleurs de Kaiser Permanente, en grève dans plusieurs États, ont mené la plus grande manifestation jamais organisée dans le secteur de la santé.

Nous pourrions encore ajouter les multiples grèves de ces dernières semaines chez Starbucks, Amazon et McDonald's, dans les usines de l'aviation et du ferroviaire, ou celle qui s'est progressivement étendue à tous les hôtels en Californie... autant d'ouvriers qui se battent pour un salaire digne, face à une inflation galopante qui les réduit à la misère.

Par toutes ces grèves, le prolétariat américain montre qu'il est aussi possible aux travailleurs du secteur privé de lutter. En Europe, jusqu'à maintenant, c'est très majoritairement les agents du public qui se sont mobilisés, la peur de perdre son emploi étant un frein décisif pour les salariés des entreprises du privé. Mais, face aux conditions d'exploitation de plus en plus insoutenables, nous allons tous être poussés à la lutte. L'avenir appartient à la lutte de classe dans tous les secteurs, ensemble et unis!

suite à la page 2

Le nationalisme est une des pires idéologies que la bourgeoisie ait inventées. C'est l'idéologie qui lui permet de masquer l'antagonisme entre exploiteurs et exploités, de les rassembler tous derrière un même drapeau pour lequel les exploités vont se faire tuer au service des exploiteurs, pour la défense

des intérêts de classe et des privilèges

de ces derniers. Pour couronner le tout, s'ajoute à cette guerre le poison de la propagande religieuse, celle qui permet de créer les fanatismes les plus déments. Les juifs sont appelés à défendre avec leur sang le mur des lamentations du Temple de Salomon. Les musulmans doivent donner leur vie pour la mosquée d'Omar et les lieux saints de l'Islam. Ce qui se passe aujourd'hui en Israël et en Palestine confirme bien que la religion est « l'opium du peuple » comme le disaient les révolutionnaires dès le XIXe siècle. La religion a pour but de consoler les exploités et les opprimés. À ceux pour qui la vie sur terre est un enfer, on raconte qu'ils seront heureux après leur mort à condition qu'ils sachent gagner leur salut. Et ce salut, on leur échange contre les sacrifices, la soumission, voire contre l'abandon de leur vie au service de la « guerre

Qu'en ce début du XXIe siècle, les idéologies et les superstitions remontant à l'Antiquité ou au Moyen Âge soient encore abondamment agitées pour entraîner des êtres humains au sacrifice de leur vie en dit long sur l'état de barbarie dans lequel replonge le Moyen-Orient, en même temps que beaucoup d'autres parties du monde.

Les grandes puissances responsables de la guerre

Ce sont les dirigeants des grandes puissances qui ont créé la situation infernale dans laquelle meurent aujourd'hui par milliers les exploités de cette région. Ce sont les bourgeoisies européennes, et particulièrement la bourgeoisie anglaise avec sa « déclaration Balfour » de 1917, qui, afin de

suite de la première page

diviser pour mieux régner, ont permis la constitution d'un « foyer juif » en Palestine, favorisant ainsi les utopies chauvines du sionisme. Ce sont ces mêmes bourgeoisies qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qu'elles venaient de remporter, se sont arrangées pour acheminer vers la Palestine des centaines de milliers de juifs d'Europe centrale sortis des camps ou errant loin de leur région d'origine. Cela leur permettait de n'avoir pas à les recueillir dans leur pays.

Ce sont ces mêmes bourgeoisies, anglaise et française d'abord, puis la bourgeoisie américaine qui ont armé jusqu'aux dents l'État d'Israël afin de lui attribuer le rôle de fer de lance du bloc occidental dans cette région pendant la guerre froide, alors que l'URSS, de son côté, armait le plus possible ses alliés arabes. Sans ces grands « parrains », les guerres de 1956, 67, 73 et 82 n'auraient pas pu avoir lieu.

Aujourd'hui, les bourgeoisies du Liban, d'Iran, probablement de Russie, arment et poussent le Hamas. Les États-Unis viennent d'envoyer leur plus grand porte avion en méditerranée et ont annoncé de nouvelles livraisons d'arme en faveur d'Israël. En fait, toutes les grandes puissances participent plus ou moins directement à cette guerre et ces massacres!

Cette nouvelle guerre risque de plonger tout le Moyen-Orient dans le chaos! Il ne s'agit pas d'un énième affrontement sanguinaire qui endeuille à nouveau ce coin du monde. L'ampleur des tueries dénote en elle-même que la barbarie a franchi un nouveau cap : des jeunes en train de danser fauchés à la mitraillette, des femmes et des enfants exécutés en pleine rue à bout portant, sans aucun autre objectif qu'assouvir un désir de vengeance aveugle, un tapis de bombes pour annihiler toute une population, deux millions de personnes privés de tout, d'eau, d'électricité, de gaz, de nourriture... Il n'y a aucune logique militaire à toutes ces exactions, à tous ces crimes ! Les deux camps se vautrent dans la fureur meurtrière la plus effroyable et la plus irrationnelle!

Mais il y a plus grave encore, cette boîte de pandore ne se refermera plus. Comme avec l'Irak, comme avec l'Afghanistan, comme avec la Syrie, comme avec la Libye, il n'y aura pas de retour en arrière possible, pas de « retour à la paix ». Le capitalisme entraîne des parties de plus en plus larges de l'humanité dans la guerre, la mort et la décomposition de la société. La guerre en Ukraine dure déjà depuis bientôt deux ans et s'enlise dans un carnage sans fin. Dans le Haut-Karabagh, des massacres aussi sont en cours. Et déjà, un nouveau foyer de guerre menace entre les nations de l'ex-Yougoslavie. Le capitalisme, c'est la guerre!

Pour mettre fin à la guerre, il faut renverser le capitalisme

Les ouvriers de tous les pays doivent refuser de prendre parti pour un camp

NI ISRAËL, NI PALESTINE

bourgeois ou pour un autre. En particulier, ils doivent refuser de se laisser berner par les discours des partis qui se réclament de la classe ouvrière, les partis de gauche et d'extrême gauche qui leur demandent de manifester leur « solidarité avec les masses palestiniennes » en quête de leur droit à une « patrie ». La patrie palestinienne ne sera jamais qu'un État bourgeois au service de la classe exploiteuse et opprimant ces mêmes masses, avec des flics et des prisons. La solidarité des ouvriers des pays capitalistes les plus avancées ne va pas aux « palestiniens » comme elle ne va pas aux « israéliens », parmi lesquels on trouve des exploiteurs et des exploités. Elle va aux ouvriers et chômeurs d'Israël et de Palestine (qui d'ailleurs ont déjà mené des luttes contre leurs exploiteurs malgré tout le bourrage de crâne dont ils sont victimes), comme elle va monde. La meilleure solidarité qu'ils puissent leur apporter ne consiste certainement pas à encourager leurs illusions nationalistes.

Cette solidarité passe avant tout par le développement de leur combat contre le système capitaliste responsable de toutes les guerres, un combat contre leur propre bourgeoisie.

La paix, la classe ouvrière devra la conquérir en renversant le capitalisme à l'échelle mondiale, ce qui passe aujourd'hui par un développement de des luttes sur un terrain de classe, contre les attaques économiques de plus en plus dures que lui assène un système plongé dans une crise insurmontable.

Contre le nationalisme, contre les guerres dans lesquelles veulent vous entraîner vos exploiteurs :

Prolétaires de tous les pays, unissezvous!

CCI/ 09.10.2023

Positions internationalistes contre la guerre

aux ouvriers de tous les autres pays du

Les tensions atteignent partout un point d'ébullition en raison des affrontements horriblement violents entre le régime du Hamas à Gaza et l'État d'Israël. Une atmosphère d'hystérie règne dans les deux camps. En représailles à l'attaque terroriste du Hamas, les colons juifs armés de Cisjordanie ont déjà tué cinq Palestiniens au cours de cette première semaine de guerre, tandis que l'armée israélienne s'efforce d'anéantir Gaza. Dans une atmosphère aussi oppressante, il est très difficile de suivre la voie internationaliste qui refuse de choisir l'un ou l'autre camp. Il faut du courage pour défendre publiquement une perspective prolétarienne cohérente. Mais heureusement, certaines voix internationalistes se font entendre. Même si nous ne partageons pas toutes les positions développées dans leurs articles, elles sont une lumière dans les ténèbres de la barbarie actuelle déclenchée par la bourgeoisie internationale. Parmi ces voix, il y a deux autres organisations de la gauche communiste. La première est la Tendance Communiste Internationaliste avec la déclaration « La dernière boucherie au Moyen-Orient fait partie de la marche vers la guerre généralisée » (1). La seconde est Il Partito Comunista avec l'article « Guerre à Gaza, contre la guerre impérialiste, pour la guerre de classe révolutionnaire » (2).

Mais il y a aussi au moins deux groupes anarchistes qui ont publié une position internationaliste contre les atrocités commises par le capitalisme au Moyen-Orient. Le premier est le Groupe Communiste Anarchiste qui a publié l'article « Ni Israël, ni Hamas ! » (3). L'autre article est celui du réseau Anarcom, intitulé « Ni un État, ni deux États ! Aucun ¿État> ne mettra fin au massacre de notre Classe! » (4).

Ainsi, malgré la campagne assourdissante des gouvernements des Etats-Unis, du Royaume-Uni et d'autres pays, et de la gauche bourgeoise pour soutenir la « cause palestinienne », plusieurs organisations en Europe et en Amérique du Nord sont restées fidèles aux principes internationalistes du prolétariat mondial.

Nous reviendrons en temps utile sur certaines des positions adoptées par les différents groupes

WR/14.10.2023

(1)https://www.leftcom.org/en/articles/2023-10-11/the-latest-butche-

ry-in-the-middle-east-is-part-of-the-march-to-generalised-war (2)https://www.international-communist-party.org/English/TheCPart/ TCP 055.htm#Gaza

(3)https://www.anarchistcommunism.org/2023/10/11/neither-israel-

(4)https://anarcomuk.uk/2023/10/09/neither-one-state-nor-two-

GRÈVES ET MANIFESTATIONS AUX ÉTATS-UNIS, EN ESPAGNE, EN FRANCE...

Face à la division, unissons nos luttes!

La colère monte à nouveau en Europe, en Asie et même en Océanie. La Chine, la Corée et l'Australie connaissent ellesaussi, depuis cet été, une succession de grèves. En Grèce, fin septembre, un mouvement social a rassemblé le secteur des transports, de l'éducation, de la santé contre un projet de réforme du travail pour flexibiliser l'emploi. Le 13 octobre marque le retour des manifestations en France, sur la question des salaires. En Espagne aussi, un vent de colère commence à souffler : les 17 et 19 octobre, grèves dans l'enseignement privé ; le 24 octobre, grève dans l'enseignement public ; le 25 octobre, grève de l'ensemble du secteur public basque; le 28 octobre, manifestation des retraités, etc. Face à ces prévisions de luttes, la presse espagnole commence à anticiper « un nouvel automne chaud ».

Cette liste n'indique pas seulement le niveau grandissant du mécontentement et de la combativité de notre classe. Elle révèle aussi la plus grande faiblesse actuelle de notre mouvement : malgré la solidarité grandissante, nos luttes restent séparées les unes des autres. Nos grèves peuvent se dérouler en même temps, nous pouvons même être côte à côte, parfois dans la rue, mais nous ne luttons pas véritablement ensemble. Nous ne sommes pas unis, nous ne sommes pas organisés en une seule et même force sociale, dans une seule et même lutte. La vague de grèves en cours aux États-Unis en est une nouvelle démonstration flagrante. Lors du lancement du mouvement dans les « Big Three », la grève a été limitée à trois usines « désignées » : à Wentzville (Missouri) pour GM, à Toledo (Ohio) pour Chrysler, et à Wayne (Michigan) pour Ford. Ces trois usines sont séparées de plusieurs milliers de kilomètres, rendant ainsi impossible pour les ouvriers de se rassembler et lutter véritablement ensemble.

Pourquoi cet éparpillement? Qui organise cette fragmentation? Qui encadre officiellement ces ouvriers? Qui organise les mouvements sociaux? Qui sont les « spécialistes de la lutte », les représentants légaux des travailleurs? Les syndicats! Aux quatre coins du monde, on les retrouve à éparpiller la riposte ouvrière.

C'est bien l'UAW, l'un des principaux syndicats des États-Unis, qui a « désigné » ces trois usines! C'est bien l'UAW qui, tout en appelant faussement un mouvement « fort, uni et massif », limite volontairement la grève à seulement 10 % du personnel syndiqué alors que tous les ouvriers clament haut et fort leur volonté de mener une grève totale. Quand les travailleurs de Mack Truck (camions Volvo) ont tenté de rejoindre les « Big Three » dans leur lutte, qu'ont fait les syndicats? Ils se sont empressés de signer un accord pour mettre fin à la grève! À Hollywood, alors que la grève des acteurs et des scénaristes durait depuis des mois, un accord patron/ syndicat a été signé au moment même où les travailleurs de l'automobile rejoignaient le mouvement.

Même en France, lors des manifestations qui rassemblent des millions de personnes dans la rue, les syndicats saucissonnent les cortèges en faisant défiler « leurs » syndiqués regroupés par corporation, non pas ensemble mais les uns derrière les autres, empêchant tout rassemblement et toute discussion.

Aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Espagne, en Grèce, en Australie et dans tous les pays, pour arrêter cette division organisée, pour être réellement unis, pour pouvoir aller les uns vers les autres, nous entraîner mutuellement, étendre notre mouvement, nous devons arracher le contrôle des luttes des mains des syndicats. Ce sont nos luttes, celles de toute la classe

Partout où nous le pouvons, nous devons nous rassembler au sein d'assemblées générales ouvertes et massives, autonomes, décidant réellement de la conduite du mouvement. Des assemblées générales dans lesquelles nous discutons le plus largement possible sur les besoins généraux de la lutte, sur les revendications les plus unificatrices. Des assemblées générales depuis lesquelles nous pouvons partir en délégations massives à la rencontre de nos frères de classe, les travailleurs de l'usine, de l'hôpital, de l'établissement scolaire, de l'administration les

Derrière chaque grève se profile l'hydre de la révolution

Face à l'appauvrissement, face au réchauffement climatique, face aux violences policières, face au racisme, face aux violences faites aux femmes... il existe depuis quelques années d'autres types de réactions : les manifestations des « gilets jaunes » en France, les rassemblements écologiques comme «Youth for climate», les protestations pour l'égalité comme « Black Lives Matter » ou « MeToo », ou les cris de rage comme lors des émeutes aux États-Unis, en France ou au Royaume-

Seulement, toutes ces actions visent à imposer un capitalisme plus juste, plus équitable, plus humain, plus vert. C'est pourquoi toutes ces réactions sont si facilement récupérables par les États et les bourgeoisies, qui n'hésitent pas à soutenir tous les « mouvements citoyens ». D'ailleurs, les syndicats et tous les politiques font tout ce qu'ils peuvent pour limiter les revendications ouvrières au strict cadre du capitalisme en mettant en avant la nécessité d'une meilleure répartition des richesses entre patronat et salariés. « Maintenant que l'industrie reprend du poil de la bête, [les travailleurs] devraient participer aux bénéfices » a même déclaré Biden, premier Président américain à s'être retrouvé sur un piquet de grève. Mais en luttant contre les effets de la crise économique, contre les attaques orchestrées par les États, contre les sacrifices imposés par le développement de l'économie de guerre, le prolétariat se dresse, non comme citoyens réclamant des « droits » et la « justice », mais comme exploités contre ses exploiteurs et, à terme, en tant que classe contre le système luimême. C'est pourquoi, la dynamique internationale de la lutte de la classe ouvrière porte en elle le germe d'une remise en cause fondamentale de tout le capitalisme.

En Grèce, lors de la journée d'action du 21 septembre contre la réforme du travail, des manifestants ont fait le lien entre cette attaque et les catastrophes « naturelles » qui ont ravagé le pays cet été. D'un côté, le capitalisme détruit la planète, pollue, aggrave encore et encore le réchauffement climatique, déforeste, bétonne, assèche les terres, engendre inondations et incendies. De l'autre, il supprime les emplois

qui avant entretenaient la nature et protégeaient les hommes, préfère construire des avions de guerre plutôt que des canadairs.

Au-delà de la lutte contre la dégradation de ses conditions de vie et de travail, la classe ouvrière est en train de mener une réflexion bien plus large sur ce système et son avenir. Il y a quelques mois, dans les manifestations en France, on a commencé à lire sur quelques pancartes le refus de la guerre en Ukraine, le refus de se serrer la ceinture au nom de cette économie de guerre : « Pas de sous pour la guerre, pas de sous pour les armes, des sous pour les salaires, des sous pour les

Crise économique, crise écologique, barbarie guerrière... autant de symptômes de la dynamique mortifère du bombes et de balles qui est en train de s'abattre sur les populations d'Israël et de Gaza, au moment même où nous écrivons ces lignes, alors que se poursuivent les massacres en Ukraine, est une énième illustration de cette spirale infernale dans laquelle le capitalisme enfonce la société et qui menace la vie de toute l'humanité!

À travers les grèves de plus en plus nombreuses, on voit que deux mondes s'affrontent : celui de la bourgeoisie fait de concurrence et de barbarie, et celui de la classe ouvrière empreint de solidarité et d'espoir. Telle est la signification profonde de nos luttes actuelles et à venir : la promesse d'un autre avenir, sans exploitation ni classe sociale, sans guerre ni frontière, sans destruction de la planète ni recherche de profit ■

CCI/08.10.2023

APRÈS UN AN DE MOBILISATIONS OUVRIÈRES DANS LE MONDE

La lutte est devant nous!

Au cours de l'année écoulée, des luttes ouvrières importantes ont éclaté dans les pays centraux du capitalisme mondial et un peu partout dans le monde. Cette série de grèves a débuté au Royaume-Uni, durant l'été 2022 et les travailleurs de nombreux autres pays sont ensuite entrés en lutte : en France, en Allemagne, en Espagne, aux Pays-Bas, aux États-Unis, en Corée... Partout, la classe ouvrière relève la tête face à la dégradation considérable des conditions de vie et de travail, à l'augmentation vertigineuse des prix, à la précarité systématique et au chômage de masse, causés par l'accentuation de la déstabilisation économique, les contraintes écologiques et l'intensification du militarisme en lien avec la barbarie guerrière en Ukraine.

Une vague de lutte inédite depuis trois décennies

Depuis trois décennies, le monde n'avait pas connu une telle vague de lutte simultanée dans autant de pays ni sur une si longue période. L'effondrement du bloc de l'Est en 1989 et les campagnes sur la prétendue « mort du communisme » avaient provoqué un profond reflux de la lutte de classe au niveau mondial. Cet événement majeur, l'implosion du bloc impérialiste stalinien et d'une des deux plus grandes puissances mondiales, l'URSS, était l'expression la plus spectaculaire de l'entrée du capitalisme dans une nouvelle phase de sa décadence encore plus destructrice, celle de sa décomposition (1). Le pourrissement sur pieds de la société, avec son lot de violence et de chaos croissant à tous les niveaux. l'ambiance nihiliste et désespérée, les tendances au repli sur soi... tout cela a eu à son tour un impact très négatif sur la lutte de classe. Nous avons ainsi assisté à un affaiblissement considérable de la combativité par rapport à la période précédente, depuis 1968. La résignation qui a frappé la classe ouvrière en Grande-Bretagne pendant plus de trois décennies, un prolétariat ayant une longue expérience de lutte, illustre à elle seule la réalité de ce recul. Face aux attaques de la bourgeoisie, aux « réformes » extrêmement brutales, à la désindustrialisation massive, à la baisse considérable du niveau de vie, les ouvriers de ce pays n'ont plus connu de mobilisation significative depuis la défaite cinglante infligée aux mineurs par Thatcher en 1985.

Si, ponctuellement, la classe ouvrière a encore montré des signes de combativités et tenté de se réapproprier ses armes de lutte (lutte contre le Contrat de Premier Emploi (CPE) en France en 2006, mouvement des Indignés en Espagne en 2011, première mobilisation contre la réforme des retraites en France en 2019), prouvant par là qu'elle n'était nullement sortie de la scène de l'histoire, ses mobilisations sont largement restées sans lendemain, incapables de relancer un mouvement plus global. Pourquoi ? Parce que les travailleurs n'ont pas seulement perdu leur combativité pendant toutes ces années, ils ont également été victimes d'un profond recul de la conscience de classe dans leurs rangs, qu'ils avaient chèrement acquise aux feux de leurs combats dans les années 1970 et 1980, oubliant les leçons de leurs luttes, de leurs confrontations avec les syndicats, des pièges tendus par l'État « démocratique », perdant leur confiance en eux, leur capacité à s'unir, à lutter massivement... Ils en étaient même arrivés à oublier largement leur identité comme classe antagoniste à la bourgeoisie et sa perspective révolutionnaire. Dans cette logique, le communisme paraissait bel et bien mort avec les horreurs du stalinisme, et la classe ouvrière semblait ne plus exister.

Une rupture dans la dynamique de la lutte de classe

Et pourtant, confrontée à l'accélération considérable du processus de décomposition (2) depuis la pandémie mondiale de Covid-19, et plus encore avec les massacres de la guerre en Ukraine et les réactions en chaine que cela a provoqué sur les plans économique, écologique, social et politique, la classe ouvrière relève partout la tête. engage le combat et refuse désormais de subir les sacrifices au nom du soidisant « bien commun ». S'agit-il d'un hasard? D'une réaction épidermique ponctuelle sans lendemain face aux attaques de la bourgeoisie? Non! le slogan « Cela suffit »! dans ce contexte de déstabilisation généralisée du système capitaliste illustre bien qu'un véritable changement d'état d'esprit est en train de s'opérer au sein de la classe. Toutes ces expressions de combativité font partie d'une nouvelle situation qui s'ouvre pour la lutte de classe, une nouvelle phase qui rompt avec la passivité, la désorientation et le désespoir des trois dernières décennies.

L'éclatement simultané de luttes depuis un an ne vient pas de nulle part. Elles sont le produit de tout un processus de réflexion dans la classe à travers une série de tentatives tâtonnantes antérieures. Déjà, lors de la première mobilisation en France contre la « réforme » des retraites à la fin de l'année 2019. le CCI avait identifié l'expression d'un fort besoin de solidarité entre les générations et les différents secteurs. Ce mouvement avait aussi été accompagné par d'autres luttes ouvrières dans le monde, aux États-Unis comme en Finlande, mais s'était éteint face à l'explosion de la pandémie de Covid en mars 2020. De même. dès octobre 2021, des mouvements de grève éclatent aux États-Unis dans différents secteurs, mais la dynamique de lutte était interrompue, cette fois par le déclenchement de la guerre en Ukraine qui a, dans un premier temps, paralysé les travailleurs, en particulier en Europe.

Ce long processus de tâtonnements et de maturation débouche à partir de l'été 2022 sur une réaction décidée des travailleurs sur leur propre terrain de classe face aux attaques qui découlent de la déstabilisation du capitalisme. Les ouvriers britanniques ont ouvert une nouvelle période de la lutte ouvrière internationale, dans ce que l'on a appelé : « l'été de la colère ». Le slogan « trop c'est trop » a été élevé au symbole de toute la lutte prolétarienne au Royaume-Uni. Ce mot d'ordre n'exprimait pas des revendications particulières à satisfaire, mais une révolte profonde contre les conditions de l'exploitation. Cela montrait que les travailleurs n'étaient plus disposés à avaler des compromis minables, mais qu'ils étaient prêts à poursuivre la lutte avec détermination. Ce mouvement des ouvriers britanniques est particulièrement symbolique dans la mesure où c'est la première fois depuis les années 1985 que ce secteur de la classe ouvrière se retrouve sur le devant de la scène. Et tandis que l'inflation et la crise s'intensifiaient partout dans le monde, fortement aggravées par le conflit ukrainien et l'intensification de l'économie de guerre, les travailleurs de la santé en Espagne et aux États-Unis sont également rentrés en lutte. suivi d'une vague de grèves aux Pays-Bas, d'une « megastreik » des travailleurs des transports en Allemagne, de plus de 100 grèves contre les arriérés de salaires et les licenciements en Chine, d'une grève et de manifestations après un terrible accident de train en Grèce, d'enseignants réclamant des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail au Portugal, de 100.000 fonctionnaires réclamant une augmentation des salaires au Canada, et surtout, d'un mouvement massif du prolétariat en France contre la réforme des retraites.

Le caractère hautement significatif de ces mobilisations contre l'austérité capitaliste réside par ailleurs aussi dans le fait qu'elles contiennent à terme aussi une opposition à la guerre. En effet, si la mobilisation directe des travailleurs contre la guerre était illusoire, le CCI avait souligné dès février 2022 que la réaction ouvrière se manifesterait sur le terrain des attaques contre leur pouvoir d'achat, qui découleraient de l'intensification et de l'interconnexion des crises et catastrophes, et que celle-ci irait aussi à l'encontre des campagnes appelant à accepter des sacrifices pour soutenir « l'héroïque résistance du peuple ukrainien ». Voilà aussi ce que les luttes de l'année écoulée portent en germe, même si les travailleurs n'en ont pas encore pleinement conscience : le refus de se sacrifier toujours plus pour les intérêts de la classe dominante, le refus des sacrifices pour l'économie nationale et pour l'effort de guerre, le refus d'accepter la logique de ce système qui mène l'humanité vers une situation de plus en plus catastrophique.

Il faut lutter unis et solidaires!

Dans ces luttes, l'idée que « nous sommes tous dans le même bateau » a commencé à émerger dans la tête des ouvriers. Sur les piquets de grève au Royaume-Uni, des grévistes nous ont exprimé le sentiment de lutter pour quelque chose de plus grand que les revendications corporatistes des syndicats. La bannière « Pour nous tous » sous laquelle la grève s'est déroulée en Allemagne, le 27 mars, est particulièrement significative du sentiment général qui se développe dans la classe : « nous nous battons tous les uns pour les autres ». Mais c'est en France que s'est le plus clairement exprimé le besoin de lutter tous unis. Les syndicats ont bien tenté de diviser et pourrir le mouvement dans le piège de la « grève par procuration » derrière des secteurs soi-disant « stratégiques » (comme l'énergie ou le ramassage d'ordure) pour « mettre la France à l'arrêt ». Mais les travailleurs ne sont pas tombés massivement dans le piège. déterminés à se battre tous ensemble. Lors des treize journées de mobilisation en France, le CCI a distribué plus de 150.000 tracts : l'intérêt pour ce qui se passait au Royaume-Uni et ailleurs ne s'est jamais démenti. Pour certains manifestants, le lien avec la situation au Royaume-Uni semblait évident : « c'est partout pareil, dans tous les pays ». Ce n'est pas un hasard si les syndicats du « Mobilier national » ont dû prendre en charge un mouvement de grève lors de la venue (annulée) de Charles III à Paris au nom de la « solidarité avec les travailleurs anglais ». Malgré l'inflexibilité du gouvernement en France, malgré les échecs à faire reculer la bourgeoisie ou à obtenir réellement de meilleurs salaires en Grande-Bretagne ou ailleurs, la plus grande victoire des travailleurs, c'est la lutte elle-même et la conscience, sans doute encore balbutiante et très confuse, que nous formons une seule et même force, que nous sommes tous des exploités qui, atomisés, chacun dans leur coin, ne peuvent rien face au capital mais qui, unis dans la lutte, deviennent la plus grande force sociale de l'histoire.

Certes, les travailleurs n'ont toujours pas retrouvé la confiance en leur propre force, en leur capacité à prendre les luttes en main. Les syndicats ont partout gardé le contrôle des mouvements, en parlant un langage plus combatif pour mieux stériliser les besoins d'unités, tout en maintenant une séparation rigide entre les différents secteurs. En Grande-Bretagne, les ouvriers sont restés isolés derrière le piquet de grève de leur entreprise, bien que les syndicats aient été contraints d'organiser quelques parodies de manifestation prétendument « unitaire ». De même, si, en France, les travailleurs se sont rassemblés dans de gigantesques manifestations, ce fut systématiquement sous le contrôle absolu des syndicats, saucissonnés derrière les banderoles de son entreprise, de son secteur. Globalement, l'enferment corporatiste est demeuré une constante dans la plupart des luttes. Pendant les grèves, la bourgeoisie, particulièrement ses fractions de gauche, a continué à déverser ses campagnes idéologiques autour de l'écologie, de l'antiracisme, de la défense de la démocratie et autres, destinées à maintenir la colère et l'indignation sur le terrain illusoire du « droit » bourgeois et à diviser les exploités entre blancs/de couleur, hommes/femmes, jeunes/vieux... On a ainsi pu voir, en France, en plein mouvement contre la réforme des retraites, se développer

gauche, a continue a deverser ses campagnes idéologiques autour de l'écologie, de l'antiracisme, de la défense de la démocratie et autres, destinées à maintenir la colère et l'indignation sur le terrain illusoire du « droit » bourgeois et à diviser les exploités entre blancs/de couleur, hommes/femmes, jeunes/vieux... On a ainsi pu voir, en France, en plein mouvement contre la réforme des retraites, se développer des campagnes tant écologiste autour de l'aménagement de « méga-bassines » que démocratique contre la répression policière. Bien que la majorité des luttes des ouvriers soient restées sur un terrain de classe, c'est-à-dire la défense des conditions matérielles des travailleurs face à l'inflation, aux licenciements, aux mesures d'austérité du gouvernement, etc., le danger que représentent ces idéologies pour la classe ouvrière demeure considérable.

Préparer les luttes de demain

À l'heure actuelle, les luttes ont diminué dans plusieurs pays, mais cela ne signifie nullement qu'un sentiment de découragement ou de défaite s'est emparé des travailleurs. La vague de grèves s'est poursuivie pendant une année entière au Royaume-Uni, tandis que les manifestations en France ont duré cinq mois, en dépit du fait que la grande majorité des travailleurs était consciente depuis le début que la bourgeoisie ne céderait pas immédiatement à leurs revendications. Ainsi, semaine après semaine aux Pays-Bas, mois après mois en France et pendant une année entière au Royaume-Uni, les travailleurs ont refusé de jeter l'éponge. Ces mobilisations ouvrières ont montré clairement que les travailleurs sont déterminés à ne pas accepter une nouvelle détérioration de leurs conditions de vie. Or, en dépit de tous les mensonges de la classe dominante, la crise ne s'arrêtera pas : les prix pour se loger pour se chauffer, pour se nourrir ne vont pas cesser de grimper, les licenciements et les contrats précaires vont continuer à pleuvoir, les gouvernements vont poursuivre leurs attaques...

Incontestablement, cette nouvelle dynamique de lutte n'en n'est qu'au tout début et, pour la classe ouvrière « Toutes ses difficultés historiques persistent, sa capacité à organiser ses propres luttes et plus encore à la prise de conscience de son projet révolutionnaires sont encore très loin, mais la combativité grandissante face aux coups brutaux portés par la bourgeoisie aux conditions de vie et de travail est le terrain fertile sur lequel le prolétariat peut retrouver son identité de classe, prendre conscience à nouveau de ce qu'il est, de sa force quand il lutte, se solidarise, puis développe son unité. Il s'agit d'un processus, d'un combat qui reprend après des années d'atonie, d'un potentiel que laissent entrevoir les grèves actuelles » (3). Nul ne sait ni ou ni quand de nouvelles luttes significatives surgiront. Mais il est certain que la classe ouvrière va devoir continuer à se hattre partout !

Être des millions à se battre, ressentir la force collective de notre classe en se

serrant les coudes dans les rues, tout cela est indispensable, mais ce n'est nullement suffisant. Le gouvernement français a reculé en 2006, lors de la lutte contre le CPE, non parce que les étudiants et les jeunes précaires étaient plus nombreux dans les rues, mais parce qu'ils avaient immédiatement confisqué le mouvement aux syndicats, à travers des assemblées générales souveraines, ouvertes à tous et massives. Ces assemblées n'étaient pas des lieux d'enfermement dans son secteur ou son entreprise, mais des lieux d'où partaient des délégations massives vers les entreprises les plus proches afin de chercher activement la solidarité. Aujourd'hui. l'incapacité de la classe ouvrière à prendre activement, en main la lutte en cherchant à l'étendre à tous les secteurs, est la raison pour laquelle la bourgeoisie n'a pas reculé. Cependant, la reconquête de son identité a permis à la classe ouvrière de commencer à se réapproprier son passé. Dans les cortèges en France, les références à Mai 68 et à la lutte de 2006 contre le CPE se sont multipliées. Que s'est-il passé en 68 ? Comment a-t-on fait reculer le gouvernement en 2006 ? Dans une minorité de la classe, un processus de réflexion est en cours, ce qui est un moyen indispensable pour tirer les lecons des mouvements de l'année écoulée et pour préparer les luttes futures qui devront aller encore plus loin que celles de 1968 en France ou celles de 1980 en Pologne.

De même que les luttes récentes sont le produit d'un processus de maturation souterraine qui s'est développé depuis un certain temps, de même les efforts d'une minorité pour tirer les lecons des luttes récentes porteront leurs fruits dans les luttes plus larges qui nous attendent. Les travailleurs reconnaîtront que la séparation des luttes imposée par les syndicats ne peut être surmontée que s'ils redécouvrent des formes autonomes d'organisation telles que les assemblées générales et les comités de grève élus, et s'ils prennent l'initiative d'étendre la lutte au-delà de toutes les divisions corporatistes ■

A & D/13.08.2023

(1) Cf. « La décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste (mais 1990) », Revue internationale n°107 (2001).

(2) Cf. « Rapport sur la décomposition pour le 25e congrès du CCI (2023) », Revue internationale n°170 (2023).

(3) Rapport sur la lutte de classe pour le 25e congrès du CCI, 2023, *Revue Internationale 170*.



CRISE ENVIRONNEMENTALE

La bourgeoisie est incapable d'endiguer le dérèglement climatique

L'année 2023 a une nouvelle fois démontré l'ampleur du désastre environnemental dans lequel la bourgeoisie entraîne toute l'humanité. Les feux de forêt dévastateurs au Canada comme à Hawaï, les inondations en Asie, les pénuries d'eau potable en Uruguay ou en Afrique, les tempêtes dévastatrices aux États-Unis, la fonte inéluctable des glaciers... toutes ces « catastrophes naturelles » ont un lien direct avec le phénomène de réchauffement climatique.

Une catastrophe mondiale

Non seulement le réchauffement climatique est réel, mais il s'accélère de façon vertigineuse et catastrophique. Ce mois de juillet 2023 a été le plus chaud jamais enregistré sur la planète. Le mois d'août a connu la journée la plus chaude jamais enregistrée sur cette période. Les prévisionnistes indiquent que l'année 2024 pourrait bien dépasser ces tristes records. L'effondrement du système de courants marins comme le Gulf Stream, régulateur essentiel du climat sur la planète, pourrait, s'il se confirmait, bouleverser le climat sur Terre et considérablement fragiliser l'espèce humaine à l'horizon de quelques décennies. Une nouvelle menace qui reste à confirmer mais qui pourrait se rajouter à toutes celles qui pèsent déjà sur l'humanité!

La bourgeoisie ne peut plus nier cette réalité, bien qu'elle ait volontairement cherché à diminuer, voire à dissimuler les risques pendant de nombreuses années pour protéger ses profits ! (1) Mais l'accélération et l'accentuation des conséquences du dérèglement climatique ne lui permet plus de dissimuler la vérité : le climat mondial évolue vers une situation catastrophique qui rendra de plus en plus de zones inhabitables sur la planète. Outre les « climato-sceptiques » totalement irrationnels comme Trump ou l'extrême droite européenne, les chefs d'État les plus « responsables » promettent tous, la main sur le cœur, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, pour développer une économie plus respectueuse de l'environnement. Bien entendu, ces engagements ne sont jamais tenus ou sont très en deçà des enjeux, voire parfaitement risibles (interdiction des pailles en plastique, des tickets de caisse...).

doit s'habituer à vivre avec ces chaleurs extrêmement fortes ». Il est inutile de préciser que, comme pour les pandémies passées ou à venir, la bourgeoisie fait preuve d'une incurie inqualifiable et ne se prépare pas sérieusement à affronter la catastrophe. Derrière ces prétendues « adaptations », la classe dominante prépare surtout les esprits à l'austérité et aux pénuries au nom de la « transition écologique ».

La bourgeoisie n'a pas de solution

Sous couvert d'une « adaptation » aux conditions climatiques de plus en plus insoutenables, la bourgeoisie commence à réorienter son économie mais certainement pas pour préserver la planète! Plusieurs pays envisagent, en effet, de réactiver les centrales au charbon ou (comme la France) trafiquent sans scrupule les quotas pour éviter de les arrêter! Le gouvernement français est tout près d'autoriser de nouveaux forages pétroliers en Gironde, symboliquement situés à l'endroit-même où des forêts ont été dévastées l'année dernière! Les États se bagarrent pour éviter de trop contraindre leurs économies et se servent de l'écologie comme d'une arme impérialiste pour vilipender l'inaction des uns et des autres, protéger leur marché, tenter d'affaiblir des concurrents avec, par exemple, les procès retentissants contre telle ou telle marque de voiture concurrente ayant enfreint les règles environnementales... Ainsi la loi européenne sur la protection de la nature, adoptée le 12 juillet, contient une disposition instaurant une clause de sauvegarde économique : si l'économie souffre des dispositions prévues hypocritement par la loi, on les annule! Pour le capital, il ne devrait y avoir aucune contrainte à l'expansion et à l'intensification de son économie. La destruction de l'environnement passe après.

À côté de cela, les dispositions préventives ne sont pas prises, au risque évidemment d'accélérer toujours plus l'ampleur des catastrophes. Ainsi, les incendies à Hawaï étaient incontrôlables parce que les lignes électriques ne sont toujours pas enfouies : le risque que les lignes aériennes propagent les feux ont amené les autorités à couper l'électricité, ce qui a éteint immédiate-



Alors la bourgeoisie change son fusil d'épaule et commence à nous préparer à vivre l'invivable en prenant des mesures « d'adaptation ». Dernier en date, mais sûrement pas pour longtemps, le nouveau ministre de la santé français, Aurélien Rousseaux qui, face à une nouvelle canicule frappant la moitié du pays au mois d'août, n'a rien trouvé de mieux à déclarer que : « On

ment les pompes alimentant les lances des pompiers. En Asie, le manque de médicaments contre le paludisme et la dysenterie ont largement contribué à aggraver le bilan humain des inondations. En Uruguay, faute d'avoir les capacités de fournir suffisamment d'eau potable aux robinets des habitants, on y a ajouté de l'eau salée! À Mayotte, département français d'outre-mer,

rien n'a été prévu pour anticiper une sécheresse privant la population d'eau potable.

La préservation de l'environnement n'est pas rentable...

Il ne s'agit nullement de « choix » ou de « manque de volonté politique », mais de la logique même de l'accumulation capitaliste qui interdit toute remise en cause de la dynamique ultra-polluante de la société bourgeoise. Car c'est bien le capitalisme qui est responsable de ces dérèglements, c'est lui qui oblige chaque capitaliste à produire toujours plus et à moindre coût quand bien même cette production entraînerait plus de pollution et de danger sanitaire. Pour le capitalisme il faut « vendre ». Et c'est tout! Une démarche anarchique et à court terme. Une démarche suicidaire même. Vendre, ce n'est pas satisfaire des besoins humains, c'est uniquement profiter de besoins solvables.

Il est donc inutile et mystificateur d'imaginer que ce système soit capable de s'inventer, tout d'un coup, une vision à long terme et une organisation raisonnée : il n'en est pas capable et ne le sera jamais. Si la concurrence acharnée qui le caractérise a pu, à sa naissance, constituer un puissant moteur de progrès pour les forces productives, arrivé à la limite des besoins solvables, autrement dit des marchés, cette concurrence acharnée s'est transformée en machine de guerre : guerre économique, guerre militaire, pour la domination du monde et à tout prix, au prix de la destruction de la nature, donc.

Aujourd'hui la recherche et le développement de l'appareil de production sont bien davantage mises au service de l'industrie militaire que de la protection de l'environnement et la satisfaction des besoins humains. Les dépenses militaires mondiales dépassent les 2 000 milliards de dollars et n'ont iamais été aussi importantes depuis la fin de la guerre froide. Ces dépenses sont un pur gâchis, elles n'ont pour but que de détruire et tuer ou, au mieux, rouiller dans un hangar. Elles mobilisent des milliers de cerveaux pour détruire, répandre le chaos et la mort. L'accélération des tensions impérialistes depuis justement la fin de la guerre froide laisse facilement imaginer que cette tendance est encore loin d'avoir atteint son apogée.

Seul le communisme peut offrir un avenir à l'humanité

Sauver la planète ne passera pas par la « sobriété » ou la « décroissance » qui ne sont qu'un aveu d'impuissance, voire un fantasme de retour aux temps pré-capitalistes. Non, sauver la planète passera par l'abolition consciente de l'économie capitaliste et de ses rapports de production devenus obsolètes, par l'édification d'une société capable de produire pour les besoins humains, de façon raisonnée et soucieuse des besoins de la nature tout entière. Seul le prolétariat peut mettre fin au capitalisme parce qu'il est la seule force sociale qui, ayant entre ses mains l'essentiel de l'appareil de production mondial, subit de plein fouet la crise et l'exploitation et n'a, de ce fait, aucun intérêt à ce que ce système se perpétue.

Le temps ne joue clairement plus en faveur de l'avenir et le capitalisme pourrait, à terme, considérablement compromettre l'existence de la civilisation, voire de l'humanité tout entière. Mais les moyens humains et matériels existent pour réorganiser à l'échelle mondiale une production respectueuse de l'environnement et de la vie humaine. Les possibilités inexploitées de la science et de la technique sont encore immenses.

Seul le prolétariat, lorsqu'il aura pris le pouvoir à l'échelle mondiale, pourra libérer les forces productives des contraintes capitalistes qui les enserrent. Lui seul est capable de concevoir, décider et mettre en œuvre à l'échelle internationale une politique qui permettra de libérer ce monde des lois du profit et de reconstruire une société sur les ruines que le capitalisme est en train de léguer à l'humanité. En mettant fin à la concurrence capitaliste qui pourrit le monde, il libérera les forces productives de la domination de la sphère militaire qui oriente tout le génie humain vers une œuvre de destruction. Il pourra aussi les libérer du gâchis permanent de la production capitaliste : surproduction inutile et polluante, obsolescence programmée, dépenses improductives liées au chômage de masse, à l'espionnage industriel, etc. Il pourra enfin élever les

consciences et l'esprit humain par le développement d'une éducation non plus tournée vers le profit immédiat mais vers l'émancipation des hommes et un rapport harmonieux à la nature. Comme l'écrivait Engels dans Le Rôle du Travail dans la Transformation du singe en homme : « Nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, nous sommes dans son sein, et toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures, de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement » ■

Guy/28 08 2023

(1) La bourgeoisie avait pleinement conscience du réchauffement climatique dès les années 1970. En 1972, le « Rapport du club de Rome » alertait sur la gravité de la situation. Pendant des décennies, la bourgeoisie a globalement cherché à dissimuler cette réalité ou à la noyer sous un torrent de mystifications idéologiques, dont le rapport lui-même, prônant une « croissance limitée » (parfaitement contraire à la réalité de l'économie capitaliste) est une évidente illustration.

COUPS D'ÉTAT AU SAHEL

Un pas supplémentaire dans

Depuis 2020, les coups d'État se succèdent en Afrique de l'Ouest et centrale, de la Guinée au Gabon en passant par le Mali, le Burkina-Faso et le Niger. Sans compter les « coups d'État constitutionnels » qui ont également eu lieu en Côte d'Ivoire et au Tchad.

Une région encore plus instable

Au Mali, au Burkina-Faso ou au Niger, les régimes corrompus et sanguinaires soutenus par la France ont été renversés par des factions militaires (tout aussi corrompues et sanguinaires) sous les vivats de la foule qui n'en peut plus d'être affamée par des prédateurs sans scrupule et leurs complices occidentaux. Mais les manifestants se bercent d'illusions : ni les putschistes, ni les candidats se pressant au portillon pour remplacer la France dans sa zone d'influence traditionnelle (Russie, Chine, etc.) ne se préoccupent du sort de la population. Bien au contraire, ces putschs sont l'expression d'une déstabilisation accélérée de la région et la promesse de toujours plus de misère.

La région du Sahel, dans laquelle le Niger occupe une place centrale, est caractérisée par une instabilité croissante causée notamment par la détresse économique aiguë des populations, la détérioration de la situation sécuritaire, l'augmentation rapide de la population, les déplacements massifs de migrants (4,1 millions de personnes déplacées rien qu'en 2022) et la terrible dégradation de l'environnement.

L'ensemble de la région du Sahel connaît une recrudescence dévastatrice des attaques menées par des groupes armés islamistes, qui profitent de la porosité et de l'étendue des frontières. Ces groupes terroristes attaquent régulièrement les institutions des États, ciblent les communautés et bloquent les centres urbains en coupant les routes et les lignes d'approvisionnement. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger figurent parmi les dix pays les plus touchés par le terrorisme.

Selon l'indice de fragilité des États, les pays du Sahel figurent parmi les 25 États les plus fragiles. La plupart de ces gouvernements ne sont pas en mesure de contrôler leur territoire. Au Burkina Faso, par exemple, les groupes armés islamistes contrôlent jusqu'à 40 % du territoire. Malgré le « soutien » du groupe Wagner au gouvernement malien, l'État islamique a doublé son territoire dans ce pays en un an.

L'expression du chaos croissant

Après le Mali et le Burkina Faso, l'impérialisme français est contraint d'évacuer le Niger avec armes et bagages, sous les huées de manifestants. Le Niger était considéré comme un « pays sûr » sur lequel comptaient diverses puissances impérialistes, en particulier la France et les États-Unis, pour préserver leurs intérêts. Mais, contrairement à ce que peut avancer la presse bourgeoise, ce coup d'État (tout comme ceux qui l'ont récemment précédé au Mali ou au Burkina-Faso) n'est pas un simple revirement d'alliance comme on a pu en connaître pendant la guerre froide, avec des putschistes préférant désormais traiter avec la Russie ou la Chine plutôt qu'avec les pays occidentaux. Il s'agit, en réalité, de l'expression d'une forte accélération de la décomposition de la société bourgeoise qui tend à emporter dans le chaos le plus absolu les zones les plus fragiles du capitalisme.

Loin d'une réorientation impérialiste en faveur d'un nouveau « partenaire », on voit plutôt des factions bourgeoises totalement irresponsables profiter de la déstabilisation des gouvernements et de la fragilité des États pour « tenter leur chance ». Ils adoptent n'importe quel discours leur permettant d'accéder au pouvoir et sont prêts à s'allier avec qui sera en mesure de les soutenir sur le moment.

ÉLECTIONS AUX PAYS-BAS

«Nouvel élan» ou encore plus de chaos et d'instabilité? Quelque soit le gagnant, aucune solution pour la classe ouvrière!

La campagne bourgeoise pour les élections parlementaires bat son plein. Tous les partis ont présenté leurs manifestes électoraux et leurs listes de candidats. D'après les sondages, les résultats devraient être assez serrés et pourraient déboucher sur un séisme parlementaire, car il n'est pas exclu que les cinq partis populistes, qui possèdent actuellement environ 25 sièges à la chambre, obtiennent ensemble plus de 75 sièges après les élections du 22 novembre et constituent ainsi une majorité au parlement.

Cette montée du populisme n'est évidemment pas un phénomène typiquement néerlandais, c>est quelque chose que l'on voit partout dans le monde, les exemples les plus célèbres étant Bolsonaro au Brésil, Trump aux États-Unis ou Modi en Inde. En Europe aussi, il y a divers gouvernements soutenus par des partis populistes, comme en Italie, en Suède, en Hongrie et en Pologne.

L'extrême fragmentation de la scène politique

La fragmentation extrême de la scène politique néerlandaise (près de 20 partis sont représentés au parlement) est l'expression de la perte de contrôle croissante de la bourgeoisie sur son appareil politique. Pendant longtemps, la vie politique néerlandaise, sous la direction du premier ministre Marc Rutte, a été un modèle de stabilité et la bourgeoisie était parvenue à maîtriser raisonnablement la croissance populiste. Mais au cours des deux dernières années, la situation politique s'est considérablement dégradée.

En 2021, la bourgeoisie avait déjà été confrontée à d'énormes difficultés pour constituer un nouveau gouvernement. Lorsqu'il a finalement été formé, nous avions écrit que « Les difficultés actuelles de la bouraeoisie néerlandaise à former un nouveau gouvernement stable, capable de conduire le pays à travers les tempêtes actuelles et à venir, expriment de manière frappante la tendance au « chacun pour soi» »' », (...) avec la politique à court terme qui tend à prédominer de plus en plus dans la phase de décomposition » (1).

La décision de M. Rutte de faire tomber son propre gouvernement et de se retirer de la vie politique, suivi en cela par les dirigeants politiques de presque tous les autres partis traditionnels, donnant ainsi plus ou moins libre cours à la vague populiste, ouvre une nouvelle phase dans le développement du « chacun pour soi ». La situation actuelle est donc infiniment plus grave qu'en 2001, par exemple, lorsque la Liste Pim Fortuyn (LPF) avait effectué une percée: le « déclin » des partis traditionnels, tant sur le plan quantitatif (nombre de sièges) que qualitatif (ampleur des scandales), est aujourd'hui beaucoup plus avancé. En outre, ce n'est plus un seul parti populiste qui monte à l'assaut de la capitale politique, mais trois grands partis accompagnés de quelques petits.

L'irresponsabilité du populisme

Le populisme est une manifestation typique de la phase actuelle de décomposition du capitalisme (2) et l'expression la plus claire de la tendance à la perte de contrôle de la bourgeoisie sur son jeu politique. Cela était déjà évident aux Pays-Bas au cours des 20 dernières années, à travers les difficultés qu'a rencontrées la bourgeoisie à « obtenir » un résultat électoral permettant la formation d'un gouvernement apte à défendre ses intérêts. En donnant maintenant au populisme tout l'espace dont il a besoin pour gagner en influence, la situation ne fera qu'empirer et les chances de former un gouvernement stable deviennent beaucoup plus faibles. Après tout, le populisme n'est guère plus qu'une sorte de révolte contre l'élite politique et n'offre aucune perspective alternative pour la gestion du capitalisme. La politique de ces partis, « s'ils appliquaient leur programme, ne pourraient conduire qu'à une sorte de vandalisme qui ne ferait qu'aggraver encore l'instabilité ».(3)

En bref, l'irresponsabilité et l'instabilité des partis populistes ne feront que rendre la situation politique plus précaire et chaotique pour la bourgeoisie.

Le populisme affecte d'ailleurs également gravement les partis de gestion traditionnels. Par exemple, le parti chrétien-démocrate (CDA) risque d'être décimé. Ce parti, qui par le passé a obtenu plusieurs dizaines de sièges parlementaires et a été un pilier de la politique néerlandaise pendant de nombreuses années, a été érodé par le populisme. Lors des prochaines élections, il risque de devenir un parti insignifiant avec 5 sièges ou moins. Des personnalités comme Mona Keijzer et Pieter Omtzigt sont partis vers respectivement les partis populistes BoerBurgerBeweging (BBB) et Nieuw Sociaal Contract (NSC). Entre-temps, un grand nombre d'autres membres du CDA ont également abandonné le navire en détresse et ont rejoint un des partis populistes.

Pour maintenir l'économie néerlandaise à flot dans un contexte de concurrence internationale acharnée, la bourgeoisie a besoin d'un gouvernement stable, capable de trancher des nœuds et de prendre des décisions de grande envergure. Or, les cadres politiques des partis populistes, beaucoup plus touchés par les effets de la décomposition, ne sont « nullement préparés à prendre en charge les affaires de l'État (...) Les options économiques et politiques portées par *le populisme ne constituent nullement* une option réaliste de gestion du capital national » (4).

L'illusion d'un « nouvel élan »

Cependant, cela ne signifie pas que la bourgeoisie néerlandaise reste les bras croisés. Faisant de nécessité vertu, elle utilise le chaos politique pour faire croire aux travailleurs que ces élections portent sur des choix fondamentaux et qu'il s'agit de donner un

Ainsi, les partis populistes et d'autres combinaisons occupent la quasi-totalité de l'échiquier politique pour offrir un exutoire à tous les votes de protestation possibles. Les trois grands partis populistes s'adressent chacun à une frange de l'électorat : le Parti de la Liberté (PVV) prône la réduction du nombre de demandeurs d'asile ; le BBB dénonce les excès de la politique verte; le NSC promet une politique honnête et sans compromis. En outre, à l'autre extrémité de l'échiquier politique, un nouveau pôle antipopuliste a émergé : le regroupement PvdA-GroenLinks (Le Parti du Travail social-démocrate et la Gauche Verte) vise également à rallier à lui des électeurs mécontents avec son 'poing sur la table pour des Pays-Bas verts et sociaux'.

Un autre élément susceptible de stimuler la campagne est le fait qu'environ la moitié des partis se présenteront aux élections avec un nouveau chef de parti, Frans Timmermans, qui dirige l'alliance PvdA-GroenLinks, étant l'un des plus en vue. Les nouveaux chefs de parti suscitent de nouvelles attentes et peuvent raviver les illusions sur la représentation parlementaire. Par ailleurs, tous les partis politiques, en dehors des nouveaux partis BBB et le NSC, ont également remplacé la moitié de leurs candidats par de nouveaux.

La montée des partis populistes est l'expression d'un pourrissement de l'appareil politique de la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie ne serait pas une classe dirigeante si elle n'utilisait pas ce pourrissement à son profit (et, bien sûr, contre la classe ouvrière). Grâce à ces mêmes partis populistes, qui se présentent comme une nouvelle alternative aux partis établis, le piège des élections est renforcé, « à la fois à travers les électeurs au'ils mobilisent et ceux qui se mobilisent pour voter contre eux. Bien qu'ils soient en partie le produit de la désillusion croissante envers les partis traditionnels, ils peuvent aussi contribuer à renforcer l'image de ces derniers »(5).

Bref, la bourgeoisie engage tous ses atouts pour tenter d'attirer et de mobiliser la classe ouvrière sur le terrain de ses élections.

contre la lutte des travailleurs

voir de classe comme le pouvoir du

persuader d'abandonner la lutte des classes, et ceci alors que, précisément, dans les premiers mois de 2023, les travailleurs néerlandais ont montré à travers une ample vague de grèves, qu'ils en avaient assez de l'incessante austérité qu'ils devaient accepter pour garantir la compétitivité de l'économie nationale

Les travailleurs ne doivent se faire aucune illusion : quels que soient les partis qui gagneront le 22 novembre, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, ils n'apporteront aucune solution. Les problèmes majeurs liés au pourrissement du capitalisme (réchauffement climatique, flux de réfugiés, crise économique, et la guerre comme un catalyseur important de tous les autres problèmes mentionnés) ne peuvent être résolus au sein du capitalisme et donc certainement pas par chaque bourgeoisie nationale individuellement. Le traitement administré par la bourgeoisie ne fera qu'aggraver la maladie du patient.

En outre, toutes les mesures prises par la bourgeoisie pour tenter de désamorcer l'accumulation des crises s'accompagneront d'attaques radicales en particulier contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Raison de plus pour les travailleurs d'ignorer tout ce cirque électoral et de se concentrer sur le combat pour la défense de leurs conditions matérielles, au travail comme à la maison, en tant que salarié ou chômeur. Ce n'est que dans cette lutte contre les attaques économiques du gouvernement et des patrons qu'ils pourront développer une lutte révolutionnaire contre ce système d'exploitation et d'oppression. La classe ouvrière est la seule force de la société qui ait la capacité, à travers le renversement de la domination de la bourgeoisie et la destruction de l'État capitaliste, y compris la démocratie parlementaire. d'endiguer la vague barbare qui, sous la domination du capitalisme, mène vers la destruction de l'humanité

Dennis/14.10.2023

(1) Les Pays-Bas après les élections: La fin de la stabilité politique?

(2) Rapport sur la décomposition aujourd'hui (Mai 2017)

(3) <u>Idem</u>

(4) Contribution sur le problème du populisme, <u>juin 2016</u>

(5) Rapport sur la décomposition aujourd'hui

(Mai 2017) (6) Elections communales : rien que du bluff et

le chaos et la déstabilisation

Au Niger, le putsch s'est fait ouvertement contre l'ancienne puissance coloniale, avec le soutien du Mali, du Burkina-Faso et celui, relatif, du groupe Wagner, arme de déstabilisation de la Russie. Mais personne ne peut exclure que la junte au pouvoir rétropédale et finisse par négocier avec la France.

Le chacun pour soi accroît l'instabilité

Les grandes puissances impérialistes sont préoccupées non pas par le sort des populations ou le maintien de gouvernements « démocratiquement élus » (quelle vaste plaisanterie!) mais par les conséquences des coups d'État pour la défense de leurs sordides intérêts. Au Gabon, par exemple, les putschistes ont poussé vers la sortie Ali Bongo, grand défenseur des intérêts de la France, sans remettre en cause l'énorme influence française dans le pays. Ce coup d'État a donc été qualifié de « réajustement » par la presse occidentale et n'a pas suscité de « vive émotion » du Quai d'Orsay. En revanche, au Niger, les putschistes ont été menacés de subir sanctions économiques et intervention militaire.

Mais les réactions des grands requins impérialistes se sont, elles aussi, faites dans un contexte où règne le chacun pour soi. Paris a immédiatement tenté d'organiser une intervention miliaire mais a, une nouvelle fois, fait la preuve de son impuissance. Macron a ainsi tenté de montrer les muscles en se disant « intraitable » sur le « retour à la légalité », alors que tout indique qu'il n'en a pas les moyens : « La France pousse la Cedeao à intervenir [...]. Mais elle tente aussi de faire entrer ses partenaires européens dans la danse. Le hic, c'est que les Allemands ne sont pas convaincus de l'intérêt d'une intervention, pas plus que les Italiens, qui n'ont pas oublié les dramatiques erreurs françaises en Libye. Quant aux États-Unis, ils veulent conserver leurs positions au Niger ». (1) Tandis que « des diplomates français et militaires français pointent avec amertume le "jeu trouble au Niger de Washington", qui n'a même pas employé le terme "coup d'État", [...] un général américain de répliquer : «Nous luttons depuis le Niger contre l'influence et les pressions de la Russie, via Wagner, et de la Chine. Ainsi que contre le terrorisme international au Sahel ». (2)

Le chaos nigérien est tellement brûlant et l'incapacité des occidentaux à agir de concert tellement criant qu'il oblige ces puissances impérialistes à revoir leur positionnement sur place pour ne pas y perdre trop de « plumes ». C'est vrai pour Washington, qui considère le Niger comme un pion central dans sa lutte contre l'influence de la Chine et de la Russie dans la zone, mais sans être sûr de pouvoir compter sur les putschistes.

En clair: « Au Niger, l'Occident n'est pas en mesure de soutenir une invasion, même dirigée par des États régionaux eux-mêmes en mal de légitimité domestique. Ceux-ci seraient de toute façon perçus comme agissant sous la houlette de l'Occident ». (3) Surtout, « l'Occident » se souvient sans doute de son intervention militaire désastreuse en Libye en 2011 dont l'une des conséquences fut l'extension du terrorisme djihadiste à tout le Sahel et l'effondrement d'un État dans une situation encore inextricable.

Tous les impérialismes présents dans la zone du Sahel se repositionnent donc pour mieux défendre leurs intérêts quitte à accélérer le chaos et à accentuer les turbulences impérialistes

Amina/25 09.2023

1) Le Canard enchaîné (16 août 2023). 2) Le Canard enchaîné (23 août 2023).

3) « Niger: Il est temps de rompre avec la pratique du paternalisme envers les Africains... », Le Monde (20 août 2023).



NU NOG KIEZEN

IIII

FVD

NU NOG

STEM

50

PLUS

Les élections parlementaires

Les élections sont un mécanisme de légitimation du pouvoir de classe de la bourgeoisie, qui présente son pou-

INTERVENTION DU CCI

Bilan de l'intervention dans les luttes ouvrières

Contrairement aux gauchistes et aux éléments excités de la petite-bourgeoisie qui voient le spectre de la révolution sociale derrière «tout ce qui bouge», les révolutionnaires, pour mener une intervention lucide, doivent se doter d'une boussole, d'une méthode que leur a enseigné le marxisme, en s'appuyant sur les expériences de l'histoire du mouvement ouvrier depuis près de deux siècles. C'est justement cette méthode qui seule peut leur permettre de comprendre et intervenir dans les luttes de la classe ouvrière avec une vision historique et à long terme, afin de ne pas tomber dans le piège de l'impatience, de l'attente de résultats immédiats et ainsi de se retrouver à la remorque des officines de l'extrêmegauche du capital ou encore du syndicalisme de base.

Ainsi, au cours de l'été 2022, le CCI a analysé l'éclatement des luttes au Royaume-Uni non pas comme un simple événement local mais bien comme un phénomène de portée internationale et historique. La reprise des luttes ouvrières, d'une ampleur inédite dans ce pays depuis les années 80, marquait une véritable rupture dans la dynamique de la lutte de classes. Face à un tel événement, le CCI décida de produire un tract international dans lequel nous affirmions que les grèves massives au Royaume-Uni étaient « un appel au combat pour les prolétaires de tous les pays ».

Ceci se confirma pleinement dans les mois suivants puisqu'outre la poursuite des luttes dans de nombreux secteurs au Royaume-Uni, des grèves et des mobilisations éclatèrent aussi bien dans plusieurs pays d'Europe que sur d'autres continents. Elles aussi furent, la plupart du temps, d'une ampleur inédite depuis la fin des années 80, confirmant par là un véritable retour de la combativité ouvrière après plusieurs décennies d'atonie à l'échelle mondiale.

Au cours de l'automne 2022, le CCI s'est donc mobilisé dans les manifestations ou sur les piquets de grève. La section du CCI en Grande-Bretagne est intervenue à 8 reprises sur les piquets de grève, principalement à Londres et Exeter distribuant plusieurs centaines de tracts. Mais également lors du salon du livre anarchiste de Londres. Le CCI était également présent lors de la journée de mobilisation interprofessionnelle en France du 29 septembre 2022. Lors des discussions au sein des cortèges ou sur les piquets, nous avons défendu la dimension internationale des attaques et donc la nécessité de lutter tous ensemble, en réagissant de facon unitaire et en évitant de s'enfermer dans des luttes locales, au sein de son entreprise ou de son secteur d'acti-

Dans le même temps, le CCI a publié régulièrement dans sa presse (site



web, journaux, Revue internationale) des articles qui mettaient en évidence le terrain ouvertement prolétarien de ces différentes luttes mais surtout leur signification historique en mettant en évidence qu'elles formaient un véritable tremplin pour la récupération de l'identité de classe.

L'éclatement de la lutte contre les retraites en France à partir du mois de janvier donna une nouvelle impulsion à cette dynamique de luttes internationales. Ce mouvement allait réunir, presque chaque semaine, et ce pendant près de 6 mois, des millions de travailleurs dans la rue pour s'opposer à une attaque ignoble de la part de l'État bourgeois. Durant les 13 journées de mobilisations, à Paris comme en province, le CCI a mobilisé toutes ses forces, regroupant autour de lui ses sympathisants, pour diffuser sa presse le plus largement possible, distribuant notamment près de 130.000 tracts et des dizaines de journaux.

La qualité de l'intervention a reposé sur la capacité du CCI à s'adapter à l'évolution de la réaction de la classe à l'échelle internationale mais aussi à l'évolution plus spécifique de la lutte en France. C'est pourquoi le CCI a produit à la fois des tracts de portée internationale et des tracts plus « territoriaux » quand cela le nécessitait. Et ce afin de répondre au mieux aux besoins du mouvement, non seulement en France, mais surtout à l'échelle internationale. puisque des luttes éclatèrent au cours de la même période dans de nombreux pays, et dans lesquelles le CCI a également été en mesure d'intervenir. A des degrés divers, ce fut le cas en Belgique, en Espagne, aux Pays-Bas, en Allemagne, au Royaume-Uni, au Mexique.

Quels ont donc été les principaux axes d'interventions défendus dans les manifestations aussi bien à travers les tracts et les journaux territoriaux que lors des discussions au sein des cortèges ?

-Dès le mois de janvier 2023, un nouveau tract international intitulé « Comment développer un mouvement massif, uni et solidaire ? » mettait en évidence la nécessité de contrer le travail de division entrepris par les syndicats en développant la solidarité au-delà de sa corporation, son entreprise, son secteur d'activité,

sa ville, sa région, son pays.

-Par la suite, tout en continuant à défendre la même nécessité. le CCI mit au cœur de son intervention la défense de l'auto-organisation et des méthodes de luttes permettant de créer un rapport de force avec l'État bourgeois. Le tract du 2 février « Être nombreux ne suffit pas, il faut aussi prendre nos luttes en mains » et le troisième tract international « Partout la même question: Comment développer la lutte? Comment faire reculer les gouvernements? » répondait à cette préoccupation s'exprimant de plus en plus au fil des semaines, en particulier dans les discussions que nous avions au sein des cortèges. Nous avons tout particulièrement défendu la nécessité de créer des lieux de discussions tels que les Assemblées générales souveraines et ouvertes à tous.

-Malgré de nombreuses faiblesses toutes ces luttes exprimaient bel et bien la tentative de créer une force collective, unie, solidaire, de se retrouver, non pas en tant qu'individus isolés, mais comme une classe exploitée s'affrontant à son exploiteur. Les échos de la lutte en France auprès des ouvriers britanniques ou allemands l'illustraient pleinement.

Ainsi, l'une des responsabilités des révolutionnaires consiste justement à contribuer au développement de cet effort vers la récupération de l'identité de classe. C'est pourquoi nous avons également toujours appuyé notre intervention sur la nécessité de se réapproprier l'expérience et l'histoire de la classe ouvrière. D'autant que cette préoccupation s'exprimait spontanément dans la lutte en France à travers le slogan « Tu nous mets 64, on te remai 68 » brandit dans tous les cortèges du début à la fin du mouvement. Ou encore, dans le resurgissement de la mémoire de la lutte contre le CPE en

Ainsi, le tract « Comment avons-nous gagné en 2006 ? » défendait l'expérience des AG souveraines qui avait contribué à la dynamique d'extension du mouvement pour finir par faire reculer le gouvernement. Quelques

semaines plus tard, le quatrième tract international « Royaume-Uni, France, Allemagne, Espagne, Mexique, Chine... Aller plus loin qu'en 1968! » prolongeait cet effort mais permettait surtout de défendre plus explicitement l'enjeu historique de la reprise des luttes ouvrières et le défi qu'il contient : le renversement du capitalisme et la victoire de la révolution prolétarienne pour la survie de l'humanité.

Globalement, nos différents tracts ont toujours trouvé un bon accueil. les titres faisant souvent mouche, et suscitant des réactions de la part des manifestants: « Oui, on est tous dans le même bateau!», «Oui, il faut lutter tous ensemble!», «je suis venu d'Allemagne et là-bas aussi il y a des luttes! », « nous sommes originaires d'Italie, et nous sommes venus manifester avec les travailleurs français », « J'étais là en mai 68, il faut refaire la même chose!», « Ah oui, il faut effectivement faire la révolution ! ». Voilà les réactions les plus significatives qui se sont exprimées parmi les nombreuses discussions que nous avons pu avoir. Bien-sûr, elles restent minoritaires, et parfois confuses, mais elles expriment l'effort de réflexion qui est en train de s'opérer dans les tréfonds de la classe ouvrière pour se reconnaître en tant que classe, pour prendre les luttes en mains et développer le combat permettant à la classe ouvrière de prendre le chemin de la révolution.

C'est effectivement cette dynamique historique à l'œuvre que nous avons mise en évidence dans le tract faisant le bilan de la lutte contre la réforme des retraites lors de la dernière journée de mobilisation du 6 juin dans laquelle s'exprimait toujours autant l'envie de se battre et de lutter. À plusieurs reprises, des manifestants acquiesçant au titre du tract, nous ont même dit « nous avons perdu une bataille mais nous n'avons pas perdu la guerre! ». Alors oui, « la lutte est bel et bien devant nous! »

Notre intervention s'est aussi accompagnée par la diffusion de centaines d'exemplaires du III^e Manifeste du CCI (1) qui, face à la spirale toujours plus mortifère et destructrice de la société capitaliste, défend bec et ongle que l'avenir de l'humanité est entre les mains de la classe ouvrière. Nous considérons qu'il relève de la responsabilité des organisations révolutionnaires d'exposer à la classe ouvrière de la façon la plus lucide possible, les conditions historiques dans lesquelles se déroule son combat et les enjeux qu'il recouvre.

C'est avec la même démarche que le CCI a également organisé deux cycles de réunions publiques sur la lutte de classes internationale dans de nombreux pays. Le premier avait pour thème: « Nous ne sommes pas seuls à nous mobiliser... Il y a des luttes ouvrières dans de nombreux pays! » La deuxième : « Grande-Bretagne, France, Allemagne, Espagne, Mexique, Chine... Aller plus loin qu'en 1968! ». (2)

Ces réunions ont été animées par une claire volonté de clarification à travers la confrontation aux différentes positions en présence. Ce furent de véritables lieux de débats prolétariens où se sont exprimés des soutiens, des nuances, des doutes et questionnements, voire des désaccords avec les positions du CCI. Cette participation active aux débats est une illustration de la lente maturation de la conscience qui s'opère en profondeur au sein de la classe ouvrière mondiale et dont sont plus particulièrement porteuses de petites minorités, appartenant souvent à une nouvelle génération qui renouent progressivement avec l'expérience du mouvement ouvrier et de la Gauche communiste.

En intervenant activement dans les manifestations, ainsi que dans notre presse web et papier, le CCI a pleinement rempli ses responsabilités politiques au sein de la classe ouvrière. Le fruit de cette intervention s'est notamment manifesté par le fait que de nouveaux éléments en recherche de positions de classe ont pris contacts avec le CCI et sont même venus, pour certains, participer à nos réunions publiques.

Si depuis le mois de juin dernier, la dynamique enclenchée à l'été 2022 au Royaume-Uni semble connaître une forme de «pause», l'éclatement des grèves dans le secteur de l'automobile aux États-Unis démontrent bien que la dynamique de luttes se poursuit. Pour le CCI, ces luttes économiques sont le terrain privilégié permettant à la classe de développer sa réflexion et sa conscience. C'est de la responsabilité des organisations révolutionnaires d'y participer pleinement afin de faire mûrir cet effort vital pour le développement du combat révolutionnaire

Vincent/01.10.2023

(1) « Le capitalisme mène à la destruction de l'humanité... Seule la révolution mondiale du prolétariat peut y mettre fin », Revue internationale n°169, (deuxième semestre 2022).

(2) Pour un bilan plus développé de ces réunions publiques voir : « Pourquoi le CCI parle-t-il de "rupture" dans la dynamique de la lutte de classe? », Révolution internationale n°498, (juillet – septembre 2023)..

suite de la page 8

«CONFÉRENCE» À BRUXELLES UN LEURRE

Workers of the world unite!

Discussion Bulletin
Spring 2023

FIGURE STATES OF THE Communist Left

Lisez Online
les Bulletins de
Discussion 1&2
sur la guerre en
Ukraine

ou par « manque de place » ou encore « de financement », comme ils le suggèrent, que les promoteurs n'ont pas invité le CCI à cette conférence. Bien au contraire, c'est délibérément, de manière pleinement consciente : le but était d'éviter la confrontation politique que le CCI aurait forcément recherché à travers la dénonciation de la supercherie, dans la mesure où l'objectif prioritaire de cette conférence « Potemkine », celui sur lequel l'essentiel des participants se retrouvent pleinement, ce n'est pas de clarifier et d'approfondir les positions, mais au contraire de mettre en avant un communisme de gauche factice, de déployer un leurre aguichant servant avant tout à égarer les éléments en recherche d'une perspective révolutionnaire et à participer ainsi à la mise en place d'un « cordon sanitaire » afin d'éviter qu'ils

rejoignent les positions de la Gauche communiste et particulièrement du CCI. Cette supercherie est à l'opposé d'un instrument pour le combat prolétarien, c'est un barrage visant à empêcher le développement et le renforcement des avantgardes révolutionnaires ■

CCI/15.09.2023

(1) https://internationalistperspective.org/ et https://www.leftcommunism.

(2) Manifeste du CCI [3], janvier 1976

(3) « Rencontre internationale convoquée par le PCI-Battaglia Comunista », Revue internationale nr10 (1977).

(4) Ibid.

ABONNEMENTS

Abon. simple	Abonnement couplé : 10€
4€	INTERNATIONALISME (2 N°)
6€	REVUE INTERNATIONALE (2 N°)

Contactez directement la section en question Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI Abonnements par versement PayPal:



APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un <u>acte politique</u> conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Souscrire à la presse du CCI, c'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication

Vos contributions sont les bienvenues par PayPal. (voir cadre abonnements)

DISCUSSIONS AVEC LE CCI

La confrontation fraternelle et argumentée des positions et analyses reste au cœur du développement de la conscience de classe. La réflexion théorique et la capacité à tirer les leçons des expériences d'hier et des luttes d'aujourd'hui sont des jalons essentiels pour l'avenir.

Le CCI appelle ses lecteurs à s'inscrire autant que possible dans cette démarche en envoyant des contributions écrites, que ce soit des comptes rendus sur des meetings auxquels vous avez assisté, ce qui se passe sur votre lieu de travail, dans votre secteur ou autour de vous, ou encore des contributions théoriques, etc. Ne pouvant tout publier, nous nous efforcerons de répondre dans notre presse sur les éléments les plus saillants et déterminants afin de participer à la compréhension de la situation actuelle et de l'expérience de la classe ouvrière.

Contactez nous également concernant d'autres possibilités de discussion et restez ainsi au courant des prochaines réunions publiques : benelux@ internationalism.org

Courant Communiste International Premier semestre 2023 25e congrès du CCI Révolution communiste ou destruction de l'humanité : La responsabilité cruciale des organisations révolutionnaires Bilan du congrès Résolution sur la situation internation Rapport sur la décomposition Rapport sur la lutte de classe 170

Lisez **la Revue Internationale**

RÉUNIONS PUBLIQUES

Guerre, crise environnementale, banqueroute économique,... seule la lutte de classe offre une issue

Après la guerre en Ukraine, la nouvelle flambée de barbarie en Israël et Palestine confirme une fois de plus que la guerre joue un rôle central dans ce que nous avons appelé « l'effet tourbillon », c'est-à-dire l'interaction accélérée de toutes les expressions de la $d\'{e} composition capitaliste, menaçant de plus en plus la survie m\'{e} me de l'humanit\'e. Mettre en avant une position internationaliste la composition de la composition della composition d$ est vital contre toutes les confrontations impérialistes qui se répandent à travers le monde.

Il ne s'agit pas de sous-estimer que la destruction capitaliste de la nature fait partie intégrante de cette menace. En effet, l'intensification de la guerre et du militarisme ne peut qu'aggraver la crise environnementale, tout comme l'approfondissement de celle-ci ne peut qu'alimenter des rivalités militaires de plus en plus chaotiques.

Mais malgré l'apparence d'impuissance face à tant de violence insensée et irrationnelle et les menaces climatiques qui pèsent sur nos têtes si des mesures énergiques ne sont pas prises, le retour de la lutte de classe après des années de résiliation est l'autre pôle qui définira l'issue de l'histoire. La classe ouvrière devra gagner la paix en renversant le capitalisme à l'échelle mondiale, ce qui signifie aujourd'hui lutter sur un terrain de classe, contre les effets de la crise économique, contre les attaques des Etats, contre les sacrifices imposés par le développement de l'économie de guerre.

En Belgique: Samedi 20 Janvier de 14h00 à 18h00 De Pianofabriek, Rue du Fort 35, 1060 Saint-Gilles En France: Pour connaître les dates et les lieux rendez-vous dans la rubrique "AGENDA" du site web

- Consulter notre site-web pour plus d'informations: fr.internationalism.org
- Ou contacter nous par e-mail: benelux@internationalism.org

A LIRE SUR LE SITE INTERNET DU CCI

- Anton Pannekoek : La destruction de la nature
- Seule la révolution communiste peut mettre fin à l'oppression des femmes
- Critiques des soi-disant "communisateurs"
- Grande-Bretagne, France, Allemagne, Espagne, Mexique, Chine... Aller plus loin qu'en 1968!
- Naufrage de migrants en Méditerranée: le capitalisme tue pour défendre ses frontières
- Hommage à notre camarade Antonio
- La pseudo-"critique" de la plateforme du CCI par le GIGC Un simulacre d'analyse pour discréditer le CCI et sa filiation politique (la Gauche communiste)
- Les fondements marxistes de la notion de parasitisme politique et le combat contre ce fléau
- NUPES: un parti va-t-en-guerre pour défendre l'impérialisme français Réponse au camara de Steinklopfer: le la compara de la coDivergences avec la Résolution sur la situation internationale du 24e Congrès du CCI
- Réfugiés: l'Europe délègue la sale besogne à Frontex et à des pays tiers
- Réponse à Ferdinand sur les "Divergences avec la Résolution sur la situation internationale du 24e Congrès du CCI"
- Gaizka et la TCI : un aventurier doit-il être dénoncé publiquement ?
- Chine: la crise économique exacerbe les tensions sociales et politiques
- · Confrontation américano-chinoise: La dynamique du capitalisme en décomposition mène à toujours plus de guerres
- Appel de la Gauche communiste
- L'émeute n'est pas une arme de la classe ouvrière

PUBLICATIONS DU CCI - ADRESSES DE CONTACT

Accion Proletaria (Espagne)

Ecrire à l'adresse en France

Communist Internationalist (India)

(en langue Hindi)

POB 25, NIT,

Faridabad 121 00 Haryana, INDIA

Dünya Devrimi (Turquie)

Ecrire à l'adresse en Suisse

Internacionalismo (Vénézuela, Pérou, **Ecuador**)

Ecrire à l'adresse en France.

Internationalism (USA)

Ecrire à l'adresse en Grande-Bretagne

Internationalisme (Belgique)

BP 102, 2018 Anvers (Gare-C), Bel-

écrire sans mention du nom de la publication

Internationell Revolution (Suede)

Ecrire à l'adresse en Suisse

Internasyonalismo, (Philippines)

Ecrire à l'adresse en Inde

Revolucion Mundial (Mexique)

Apartado de Correos 15-024, C.P. 02600

Distrito Federal, Mexico, Mexico

Revolution Internationale (France)

Revue Internationale

BP 30605

31006 Toulouse Cedex 6, France **Revolução Internacional (Brésil)**

Ecrire à l'adresse en France

Rivoluzione Internazionale (Italie)

CP 469, 80100 Napoli, Italie **Wereldrevolutie (Pays-Bas)**

Ecrire à l'adresse en Belgique. **Weltrevolution (Allemagne)**

Ecrire à l'adresse en Suisse

Weltrevolution (Suisse)

Postfach 2216,

CH-8026 Zürich, Suisse

World Revolution (Royaume-Unis)

BM Box 869, London WC1N 3XX, **GRANDE-BRETAGNE**

World Revolution (Australie)

Ecrire à l'adresse en Grande-Bre-

BROCHURES - LIVRES

Les publications peuvent être obtenues à nos activités publiques, dans certaines librairies ou par versement (indiagant les publications ou abonnements souhaités) par PayPal (voir cadre abonnements) (+2,1€ pour les frais d'envoi)

- Plate-forme et Manifeste € 2.50
- La décadence du
- capitalisme € 2.50
- Les syndicats contre la classe
- ouvrière € 2.50
- Nation ou classe € 3.00
- Organisation communiste
- et conscience de classe € 4,00
- La Gauche communiste d'Italie € 8,00
- La Gauche communiste
- **Hollandaise Allemande** € 12,00
- La Gauche communiste
- Britannique (Ang) € 7.00
- La Gauche communiste de France € 4.00
- La Gauche communiste de Russie (Ang) € 10.00
- L'Etat dans la période € 3,00 de transition
- Le trotskysme contre la classe € 4,00 ouvrière
- Fascisme et démocratie, deux
- Guerre du Golfe (1991) € 2,50
- expressions de la dictature du capital € 4.50
- La terreur stalinienne: un crime du capitalisme, pas du
- communisme € 3.00 Le communisme n'est pas un bel
- € 3.00 idéal mais ... • Comment le PCF est passé au
- service du capital € 3,00 La Révolution d'octobre 17 € 3,00
- Les élections : un piège pour la
- classe ouvrière € 2,00

UNE «CONFÉRENCE» DU «COMMUNISME DE GAUCHE» À BRUXELLES ?

Un leurre pour qui veut s'engager dans le combat révolutionnaire!

En juillet dernier, l'information était divulguée que, fin mai 2023, s'était tenue à Bruxelles, à l'initiative du groupe Perspective Internationaliste et du Forum pour la Gauche Communiste Internationaliste 'Controverses'(1), une « Conférence » réunissant une petite vingtaine de participants, individus ou représentants de groupes politiques faisant partie selon les organisateurs de la « Gauche internationaliste » ou encore du « communisme de gauche ». Cette réunion s'est tenue de manière quasi clandestine/ secrète, sur la base d'invitations confidentielles et d'une sélection des participants par les organisateurs « strictement pour des raisons financières » (la ficelle est un peu grosse). Voilà qui ressemble fort à une réunion de conjurés ; mais alors, une conjuration contre qui et dans quel but ?

Dès sa fondation et dans le prolongement de la politique de la Gauche communiste, le CCI a toujours prôné avec acharnement la discussion entre groupes révolutionnaires en vue d'une confrontation et clarification de leurs positions ou de prises de positions communes face au développement de la lutte de classe : « Avec ses moyens encore modestes, le CCI s'est attelé à la tâche longue et difficile du regroupement des révolutionnaires à l'échelle mondiale autour d'un programme clair et cohérent. Tournant le dos au monolithisme des sectes, il appelle les communistes de tous les pays à prendre conscience des responsabilités immenses qui sont les leurs, à abandonner les fausses querelles qui les opposent, à surmonter les divisions factices que le vieux monde fait peser sur eux [...]. Fraction la plus consciente de la classe, les communistes se doivent de lui montrer son chemin en faisant leur le mot d'ordre : REVOLUTIONNAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS! » (2)

La constitution même du CCI, en particulier à partir d'une proposition du groupe Internationalism (États-Unis) en 1972 de mettre en place une correspondance internationale, a été le produit d'un long processus de confrontation politique ouverte entre divers groupes autour des questions centrales pour le développement de la lutte prolétarienne. Par la suite, le rôle moteur du CCI dans l'organisation et la tenue des conférences des groupes de la Gauche communiste, convoquées par le groupe Battaglia Comunista dans les années 1978-1980 ou récemment dans la publication d'une « Déclaration commune de groupes de la Gauche communiste internationale sur la guerre en Ukraine » en 2022, témoignent de l'importance que le CCI accorde à la discussion entre révolutionnaires.

Cependant, pour le CCI, il a toujours été fondamental que ces discussions se développent de manière publique, à partir d'une base politique commune claire de positions de classe entre les organisations invitées et d'objectifs annoncés bien établis, afin de contribuer au développement de la conscience de classe : « La vie

des groupes révolutionnaires, leurs discussions et leurs désaccords font partie du processus de prise de conscience qui se développe au sein de la classe ouvrière ; c'est pourquoi, nous sommes radicalement contre toute politique de "discussions cachées" ou d'"accords secrets" ». (3)

Cette rencontre bruxelloise non seulement a été organisée « en cachette », mais ne manifeste de plus pas la moindre ambition militante. S'il y avait une « convergence d'objectifs » (dixit les organisateurs) entre les participants, ce n'était sûrement pas celui de prendre position en tant que militants révolutionnaires par rapports aux défis cruciaux auxquels la classe ouvrière est confrontée : aucune déclaration commune de la part de ces prétendus « internationalistes » pour prendre position sur un évènement historique majeur comme la guerre en Ukraine, sur la destruction et la crise du climat ou la déstabilisation économique. La bourgeoisie, lors du sommet de Davos début 2023, a été plus claire et explicite qu'eux! Aucune prise de position non plus sur la vague de luttes récente et ses perspectives... Comment des éléments qui se proclament « communistes » peuvent-ils rester silencieux sur les enjeux du moment ? Pour le CCI, la préoccupation militante est une composante incontournable d'une conférence de communistes, dans la mesure où celle-ci cherche toujours à dégager une plus grande compréhension de la situation mondiale, de la crise dans laquelle est plongé le capitalisme mondial et ses perspectives du point de vue de classe du prolétariat, ainsi que les tâches qui en découlent pour les groupes révolutionnaires.

Et qu'en est-il de la dynamique des discussions ? On nous apprend que les participants se sont réunis « pour parler et s'écouter » et qu'ils « ont été exposés à des idées différentes ». Cependant, aucun texte conjoint n'a été publié avant la conférence pour annoncer et préparer ses objectifs ou après pour présenter le fruit des travaux de celle-ci. Or, pour les révolutionnaires, l'approfondissement des positions est un processus vivant qui implique une discussion franche des positions et la confrontation politique des désaccords, dans la mesure où cette dynamique fait partie du processus de prise de conscience qui se développe au sein de la classe ouvrière. La simple juxtaposition d'analyses clinquantes lors de la rencontre de Bruxelles, tout comme le fait d'avoir consciemment évité toute confrontation des positions, révèlent qu'elle n'était qu'une foire aux positions, un marché aux palabres où chacun cultive son dada, un de ces colloques académiques de singes savants, se gargarisant de « théorie ». Bref, elle se situait à l'opposé de la tradition de la confrontation politique revendiquée par la Gauche communiste dans le but de clarifier les positions politiques et les enjeux de la lutte de classe.

En réalité, une confrontation politique fructueuse n'est possible que si les bases politiques de la rencontre sont cohérentes et claires. Pour le CCI, s'il y a bien « la nécessité fondamentale du travail de regroupement, il met en garde aussi contre toute précipitation. Il faut exclure tout regroupement sur des bases sentimentales et insister sur l'indispensable cohérence des positions programmatiques comme condition première du regroupement ». (4) Or, la base commune de la réunion, définie vaguement comme « une résistance, un questionnement critique permanent fondamental du Mode de Production Capitaliste », ne peut qu'engendrer la plus grande confusion et un désaccord des plus profonds sur le cadre d'appréhension pour déterminer la situation dans laquelle se trouve le capitalisme (en déclin ou pas ? Et ceci depuis quand ?), une question centrale pour défendre des orientations pour le combat prolétarien, ainsi que sur la situation et les potentialités de la classe ouvrière et surtout sur son mode d'organisation. Concernant la dernière question, l'importance des révolutionnaires, de leur rôle et de leur organisation a d'ailleurs été totalement escamotée lors de cette réunion.

Pourtant, en y regardant de plus près, il y a bien une base commune évidente entre la plupart des participants, que ceux-ci préfèrent sans doute garder dans l'ombre : c'est la conviction que le marxisme et les acquis des combats de la Gauche communiste depuis cent ans sont obsolètes et doivent être « complétés », voire « dépassés » par le recours à différentes théories anarcho-conseillistes, modernistes ou écologistes radicales. C'est bien pour cela qu'ils se nomment « pro-révolutionnaires », en se voyant comme une sorte d'« amicale pour la propagation de la révolution » et non plus comme des militants et organisations produits du combat historique de la classe ouvrière. En conséquence, leur objectif non avoué mais réel est de jeter à la poubelle les lecons des dernières 55 années de luttes ouvrières et les résultats de cent ans de combats de la Gauche communiste internationaliste, de remettre en question les acquis organisationnels de celle-ci : la conception militante de l'organisation politique communiste comme produit du combat historique du prolétariat et comme avant-garde politique dans la lutte au profit d'une vision d'un cercle d'intellectuels réfléchissant au futur de l'humanité et rêvant d'avoir un impact révolutionnaire sur celui-ci.

Bref, cette réunion constituait bien une « conjuration » visant à discréditer et à dévaloriser les positions et les combats de la Gauche communiste internationaliste, à remplacer ses acquis politiques et organisationnels « obsolètes » par la fumisterie théorique et le chacun pour soi organisationnel d'un soi-disant pôle « pro-révolutionnaire ». Dans la perspective d'un tel « révisionnisme » destructeur, ce n'est nullement à cause d'un oubli

suite à la page 6

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc..., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction

- à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- Toutes les idéologies nationalistes, d' "indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc.., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation

- syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.
- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petitebourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- $\bullet \ L' \hbox{organisation politique r\'evolutionnaire constitue} \\$

l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

Notre activité

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

Notre filiation

• Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la Ille Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne